

Démocratie

MUNICIPALES 2026 : PRISMES PARTISANS ET ÉCLAIRAGES TERRITORIAUX

Émeric Bréhier

10/03/2026

Quels sont les enjeux que vont privilégier les citoyens à l'occasion des élections municipales des 15 et 22 mars prochains ? Émeric Bréhier, directeur de l'Observatoire de la vie politique de la Fondation, analyse leurs priorités et les clivages que cela révèle à partir des résultats de la **dernière vague de l'Enquête électorale française, réalisée par Ipsos pour *Le Monde*, le Cevipof et la Fondation Jean-Jaurès et interrogeant plus de 10 000 Françaises et Français.**

Quels sont les enjeux que vont privilégier nos concitoyens à l'occasion des élections municipales des 15 et 22 mars prochains ? Intuitivement, la réponse semble aller de soi. Ce sont bien les questions locales, au plus proche de nos préoccupations quotidiennes, qui vont guider nos choix : le tarif des cantines scolaires, l'organisation des transports en commun, voire leurs tarifs, la présence d'une offre de santé conforme aux besoins de la population, la construction de logements accessibles à toutes et tous, le développement économique dans les territoires concernés, la construction et l'entretien d'équipements sportifs ou d'écoles élémentaires ou maternelles...

La sécurité en tête et clivante

Or l'enquête électorale française, réalisée par Ipsos pour *Le Monde*, le Cevipof et la Fondation Jean-Jaurès, montre que le premier des sujets pouvant expliciter le comportement des électeurs est bien loin des compétences municipales et intercommunales : la sécurité. Certes, rares sont les communes ne disposant pas désormais de police municipale. Nombre d'entre elles sont aujourd'hui d'ailleurs armées. À bien des égards d'ailleurs, le sujet de la police municipale n'apparaît plus véritablement comme un sujet clivant dans la pratique quotidienne des maires de France. Pourtant, la question de la sécurité prédomine, et de loin, les sujets pris en compte dans le choix de vote. Ainsi cette question domine le classement avec 44% des réponses des sondés contre 28% pour le

maintien des services publics de proximité, 27% pour le dynamisme économique de la commune, 27% pour l'accès à la santé et 26% pour le niveau des impôts locaux. La question telle qu'elle est posée peut évidemment entraîner différents sens. Toutefois, au sein même des préférences partisans, les différences sont notables : 20 points de plus que la moyenne chez les sympathisants Rassemblement national (RN) et Les Républicains (LR), et même 30 points de plus chez les sympathisants du parti d'Éric Zemmour, Reconquête !. À l'inverse, 20 points de moins que la moyenne chez ceux de La France insoumise (LFI), des Écologistes et du Parti communiste (PC) et 15 de moins chez ceux du Parti socialiste (PS). Les partisans du « bloc central » se situent dans la moyenne. Alors même donc que dans les pratiques municipales, cette question de la sécurité a perdu de sa force clivante, elle demeure puissante dans les positionnements de nos concitoyens. On relèvera également que cette question prédomine dans les villes de plus de 10 000 habitants, avec plus de 50%.

Des clivages classiques ?

On retrouve d'ailleurs des frontières partisans similaires sur les enjeux de la propreté, du dynamisme économique ou du niveau des impôts locaux. Dans le premier, l'attention est supérieure à la moyenne (18%) chez les sympathisants LR, Horizons, RN et Reconquête ! ; dans le deuxième, alors que la moyenne est de 27%, le score est supérieur de 9 points chez le MoDem, Horizons, LR et Renaissance alors qu'il est de 7 points inférieur à la moyenne chez LFI comme au PC, et que le RN est plus proche à cet égard des différentes familles de la gauche que de celles de la droite et du centre. Quant aux impôts locaux, là aussi les sympathisants de LR comme du RN y sont plus favorables que la moyenne avec 32%, largement distancés par ceux de Reconquête ! à 47% ; *a contrario* ceux de LFI (13%), du PS (20%), des Écologistes (14%) et du PC (15%) sont tous en-dessous de la moyenne.

De l'autre côté du miroir, relevons que les items « maintien des services publics de proximité », « accès à la santé », « logement » et « action sociale » rassemblent bien souvent le kaléidoscope de la gauche. Ainsi les services publics sont-ils priorités avec plus de vigueur au sein du PC (36%) et du PS (36%) que la moyenne (28%) ; pour ces deux formations politiques, c'est d'ailleurs l'enjeu le plus important de tous. Si cette préoccupation est partagée par les sympathisants des autres forces de gauche, relevons que ceux du MoDem avec 32% y accordent une importance plus grande que les autres forces politiques du centre et de la droite. L'accès à la santé, quatrième des items dans l'ordre des enjeux, obtient des scores élevés chez les sympathisants de toutes les forces politiques de manière assez homogène. On relèvera toutefois que c'est chez les sympathisants écologistes (21%) que le taux est le plus faible, peut-être le résultat de la plus grande présence de ceux-ci dans les villes-centres de métropole, à la différence de LFI (31%) et du PS (31%). Quant au logement, qui

ne recueille que 12% en moyenne, il est surtout le fait des sympathisants de LFI (23%) et du PC (19%), et dans une moindre mesure du PS (14%). On retrouve ces mêmes caractéristiques pour l'item de « action sociale » : alors que la moyenne est de 11%, cet item est privilégié par les sympathisants LFI (31%), par le PC (23%) et par le PS (17%) lorsque, pour les sondés se reconnaissant dans les partis du centre, de la droite ou de l'extrême droite, il recueille de 3% à 8% des votes. Pour LFI, cet item est d'ailleurs, avec l'accès à la santé, la priorité des réponses.

Une singularité écologique ?

En creux apparaît ici une singularité : celle des sympathisants écologistes. Ils sont relativement moins sensibles que les autres familles de gauche à la question de l'accès à la santé (21% contre 31% pour le PS et LFI), à celle du logement (11% contre 23% pour LFI et 19% pour le PC), à l'action sociale (14% contre 31% pour LFI et 23% pour le PC). *A contrario*, l'environnement et la lutte contre la pollution arrivent (très) largement en tête de leur priorité avec 55%, contre 29% pour LFI, 23% pour le PS et 17% pour le PC, 18% pour Renaissance, 12% pour Horizons et 9% pour LR et le RN. On retrouve cette même singularité sur la question des ZAN (Zéro artificialisation nette) où elle atteint 14% contre les sympathisants écologistes contre de 3% à 6% chez l'ensemble des autres forces politiques.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Des territoires clivés ?

Il convient également de s'arrêter quelques instants sur la répartition spatiale de ces thématiques. On relève en effet quelques singularités qui méritent d'être soulignées. Ainsi, la prévalence de l'item « sécurité » se retrouve surtout dans les communes de plus de 10 000 habitants, avec 20 points de plus que dans les villes de moins de 1000 habitants lorsque celles de 3500 à 9999 habitants sont à une unité près dans la moyenne de 44%. De même, on constate que les sondés de toutes les communes de moins de 10 000 habitants mettent plus volontiers en avant des préoccupations liées au maintien des services publics de proximité, de l'accès à la santé, des écoles

et la petite enfance ou bien de la vie associative. Dans le premier cas, c'est 8 points de plus que la moyenne au sein des communes de 1000 à 3499 habitants, mais 7 points de moins dans celles de plus de 100 000 habitants. Dans le deuxième cas, c'est 4 points de moins dans les plus grandes communes françaises. Quant à la question des écoles et de la petite enfance, elle s'impose dans les villes de moins de 1000 habitants (19%) et de moins de 3499 (15%) contre seulement 9% pour les villes de plus de 30 000 habitants. Quant à la vie associative, le ratio est du simple au triple entre les villes de plus de 100 000 habitants (4%) et celles de moins de 1000 habitants (12%). *A contrario*, on constatera que dans les villes de plus de 100 000 habitants s'affirment les préoccupations liées à l'environnement (24%) contre 15% dans les communes de 3500 à 9999 habitants, mais aussi celle de la propreté (25%) contre 15% dans celles de 1000 à 3499 habitants.

Au final, bien des congruences apparaissent au travers ce prisme partisan, au-delà des appareils, et d'enjeux dépassant les seules politiques publiques locales dans tel ou tel domaine. Les problèmes économiques et sociaux continuent à structurer les positionnements politiques de nos concitoyens. Seront-ils suffisamment puissants pour que dans certaines configurations politiques locales, celles-ci prennent le pas sur les oppositions nationales, au-delà des légitimes questions d'alliances, ou non, de second tour ? C'est bien l'une des clés des scrutins des 15 et 22 mars prochains.